

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Concertation politique : place aux questions électorales !

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

LES discussions entre la majorité et l'opposition, dans le cadre de la concertation politique initiée par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, sont désormais au stade des questions électorales. Sujet pour lequel

l'opposition a présenté plusieurs propositions en différents points. Lesquels vont des réformes électorales jusqu'à la question de la biométrie, entre autres. "Les aspects liés à avant, pendant et après les élections seront abordés", a dit Séraphin Akure-Davin, le co-président des dites assises pour le compte



Photo: DR

Express

PRÉSIDENTIELLE 2023 : GUY-PATRICK OBIANG NDONG MOBILISE LES TROUPES DU WOLEU



Photo: AEF

DÉTERMINÉ à assurer une victoire nette et sans bavure au président Ali Bongo Ondimba dans le département du Woleu lors de la prochaine élection présidentielle, le membre du Comité permanent du Bureau politique du Parti démocratique gabonais (PDG), Guy-Patrick Obiang Ndong, a échangé récemment avec les ressortissants de ce département du Grand Nord. À cet effet, il a annoncé les grandes lignes à son auditoire. Pour lui, cette élection présidentielle doit permettre de renforcer les liens entre les populations des différents cantons. "Il est plus qu'important que nous définissions une organisation de notre département, afin d'avoir une cartographie nous permettant de recenser nos différents membres. Nous devons nous assurer du soutien que nous allons apporter à notre leader. Le but pour le département du Woleu est d'offrir une victoire cash à notre candidat". De plus, lors de ces échanges, l'actuel ministre de la Santé et des Affaires sociales, n'a pas manqué de souligner les préoccupations de ses compatriotes. "Lorsque nous transmettons nos doléances, nous devons nous assurer que celui qui guide notre pays les écoute et nous instruit d'agir très rapidement. Nous devons soutenir l'action du président de la République, car c'est lui qui peut faire en sorte que les objectifs soient réalisés."

ÉLECTIONS GÉNÉRALES : LA CAC AFFÛTE SES ARMES



Photo: AN

Dans la perspective des élections générales à venir, la Conscience et action citoyenne (CAC), formation politique membre de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence, a initié récemment une tournée à travers les quartiers du Grand Libreville. Objectif : dynamiser les structures de base de manière à occuper rationnellement le terrain, en vue d'affronter dans les meilleures dispositions les prochaines échéances électorales. De fait, à la tête d'une importante délégation, le secrétaire communal d'Akanda, Saïd Emmery Moubeyi, s'est rendu, tour à tour, au PK 15, au PK8, à Plein-Ciel, Bissegué, et Avéa II. Occasion pour lui d'appeler les populations à se rallier à la vision politique prônée par Florentin Moussavou, leader de CAC. "Notre formation politique soutient, avec force et ténacité, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Et nous vous exhortons à nous rejoindre", a-t-il clamé.

HNM & AN

Quoique difficiles, les discussions entre la majorité et l'opposition se passent dans la sérénité.

de l'opposition. "Nous examinerons ces questions dans le cadre de nos échanges", a précisé son homologue de la majorité, Alain-Claude Bilie-By-Nze. Selon le président honoraire du parti Les Démocrates, l'opposition espère que cette concertation améliorera le Code électoral pour un minimum de transparence. "Pour que nous allions avec le cœur serein aux élections", a-t-il dit. Toutefois, l'homme a souligné que les deux parties se sont accordées de ne pas dévoiler, avant la fin des travaux, la quintessence des points qui sont ou seront abordés pour

éviter toute mauvaise interprétation dans l'opinion. "Nous ferons un compte-rendu à la fin pour dire ce que nous avons obtenu comme avancées ; et quelle est notre opinion en définitive sur ce que nous avons fait", a rassuré Akure-Davin. Non sans noter la nécessité de réfléchir aussi sur la transformation des décisions sorties de la concertation en textes de loi ou en actes réglementaires. "Nous devons nous organiser pour que tout ce qui a été décidé ici ne soit pas dénaturé", a-t-il déclaré. Dans tous les cas, tout se passe dans la sérénité et le respect

mutuel, comme a relevé Alain-Claude Bilie-By-Nze. "Sérénité, a-t-il soutenu, parce que l'opposition comme la majorité n'ont pour seule ambition que de construire notre pays ; personne ne veut que le Gabon s'embrase. La concertation voulue par le chef de l'Etat vise à apporter des éléments d'apaisement et à faire en sorte que nos élections ne soient plus des moments de crispation, des moments de tension dans notre pays. Nous sommes disposés à tout mettre sur la table, à discuter avec sérénité en ayant comme boussole le seul Gabon (...)"

Tribune des partis politiques Surenchère !

HONNÊTEMENT, l'attitude de certains acteurs politiques, présentés comme des poids lourds de l'opposition, est des plus décevantes. Après avoir claqué, de façon fracassante, la porte de la concertation politique – qui suit bien son cours à l'esplanade du ministère de la Défense nationale – voilà que, contre toute attente, Paulette Missambo de l'Union nationale (UN), François Ndong Obiang de la "Réappropriation du Gabon, de son indépendance pour sa reconstruction" (RÉAGIR) effectuent un rétropédalage plus ou moins incompréhensible. Il en est de même de Pierre-Claver Maganga Mousavou du Parti social démocrate (PSD) qui veut (lui aussi ?) revenir à la table des négociations après l'avoir quittée pour ne pas avoir obtenu la vice-présidence des dites assises. Et de Gérard Ella Nguema du Front patriotique gabonais (FPG) qu'on est tenté de comparer au "fou du roi". La bande à la "native de Mulundu", tous membres de la "Plateforme alternance 2023" (PA 2 023) se gargarise non seulement de disposer d'élus, contrairement au menu fretin [excepté "Les Démocrates"] représentant ce bord à la concertation, mais également d'avoir pondu deux mémorandums inhérents à la transparence électorale.

Dans la foulée, ils arguent n'avoir pas complètement fermé la porte aux négociations. Non sans exiger du camp d'en face de revoir le format des discussions ; une condition sine qua non de leur réintégration. Des arguments certes plausibles mais manquant de logique sur le plan éthique. En politique la constance et la cohérence avec soi-même doivent impérativement être de mise. D'où, certainement, l'explication de l'attitude d'Alexandre Barro Chambrier du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), qui campe toujours malgré lui sur ses positions. Alors que les questions préjudicielles sont désormais levées, les instruments (projet du décret, Code de bonne conduite et règlement intérieur) adoptés et que la concertation politique accélère son rythme de travail, quel crédit accorder aux desiderata de la PA 2023 ? Doit-on revenir sur les avancées enregistrées dans les discussions pour les beaux yeux des personnalités citées ci-dessus ? En réalité le comportement de ces derniers relève purement et simplement de la surenchère !

Yannick Franz IGOHO